

« Le coronavirus est lié à l'écologie, à nos modes de vie »

Entretien



Laurence Tubiana, économiste, directrice de la Fondation européenne du climat.

(Photo: Denis Fouret/Quadrimage)

Faites-vous un lien direct entre cette crise sanitaire et le climat ?

Il est important de rappeler que le Covid-19 est une zoonose, une maladie issue du monde animal. Sa propagation a été rendue possible par nos modes de vie. L'extension de l'habitat humain, par la déforestation, l'artificialisation des sols, provoque de plus en plus d'interactions entre l'espèce humaine et le monde sauvage. En 2016, le programme des Nations unies pour l'environnement a conclu à une forte augmentation des zoonoses. 31 % des épidémies telles que les virus Ebola, Zika et Nipah sont liées à la déforestation.

Avec le réchauffement climatique, la grippe n'est déjà plus saisonnière dans les tropiques. Le dérèglement climatique, directement lié aux émissions

de gaz à effet de serre de l'activité humaine, est un vrai multiplicateur de menaces.

La crise sanitaire vire à la crise économique. Voyez-vous des similitudes avec celle de 2008-2009 ?

Il y en a plusieurs, d'ordres différents. Avec la diminution de l'activité économique, les émissions de gaz à effet de serre baissent. Moins de pollution dans l'air sauve des vies. En 2009, les émissions avaient baissé d'un peu plus de 6 %, mais étaient remontées dès 2010. Là, il est encore trop tôt pour un bilan, même si les observations satellite ont montré de fortes diminutions en Chine, en Italie du Nord. Et comme il y a dix ans, tous les pays s'apprentent à faire des relances économiques.

Les mesures prises après 2008, justement, n'avaient pas été très bonnes pour l'environnement...

La plupart de mes collègues économistes ne croyaient pas, alors, à un plan de relance vert pour faire repartir l'économie. Pour eux, c'était encore du long terme, une niche. Beaucoup d'entre nous, des experts, des scientifiques, avaient plaidé pour que les outils des grandes banques centrales, comme l'abaissement des taux, soient mobilisés au service de l'environnement.



Une scène de déforestation à Madagascar.

(Photo: AFP/ANDRES)

ronnement.

On l'a fait un peu. Il y a eu des investissements verts en Chine, aux États-Unis et en Europe. Mais ces derniers

ont été mis à mal par de plus larges investissements dans les énergies fossiles. On en paye les conséquences aujourd'hui.

Pourquoi serait-ce différent en 2020 ?

On ne devrait pas refaire les mêmes erreurs. Aujourd'hui, on entend Christine Lagarde, avant au FMI et maintenant à la Banque centrale européenne dire : « Le climat a une importance macro-économique ». Les États auront les moyens d'emprunter, d'émettre des obligations vertes. Il faut relancer les emplois. On peut le faire en augmentant les bonus pour les véhicules propres, les aides à la transition pour les agriculteurs, la rénovation énergétique dans le bâtiment, l'électrification des transports...

Pour autant, le coronavirus semble avoir mis le climat entre parenthèses...

Oui, des marches ont été annulées, l'important sommet entre l'Union européenne et la Chine a été reporté et les efforts diplomatiques sur l'ambition climatique sont à l'arrêt. C'est cohérent, responsable et rationnel. Les spécialistes des épidémies nous disent que la seule manière d'écrêter le pic de contamination est d'éviter les regroupements et de rester chez soi. C'est la réalité, il faut le faire.

La pandémie s'annonce longue. Craignez-vous que la lutte contre le

réchauffement climatique retombe dans le niveau des priorités ?

En une année, les mouvements de jeunesse ont fait bouger les lignes en Europe, aux États-Unis, en Afrique. Ils ont entraîné des parents, des grands-parents.

Cette mobilisation a déjà eu des impacts politiques. On l'a vu aux élections européennes. On n'aurait jamais eu de Green Deal sans cela. Tous les groupes politiques intègrent fortement aujourd'hui la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, excepté peut-être l'extrême droite de certains pays européens.

L'enthousiasme affiché lors de la signature de l'Accord de Paris, en 2015, est pourtant retombé...

Effectivement. Depuis trente ans, je vois bien que la conscience des enjeux climatiques progresse par vague. La formidable mobilisation politique de 2015 est un peu redescendue, mais pas comme en 2008. Et cette fois, la pression vient de la base, pas d'en haut. C'est ce que nous disent les 150 Français de la Convention citoyenne du climat. La science est aussi davantage écoutée.

Recueilli par
Christelle GUIBERT.